



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

France

Macron vante des investissements record et un pays qui «avance»
«Le pays avance»: Emmanuel Macron a fait lundi une série d'annonces sur la réindustrialisation, fort du coup de pouce ... (Page 08)

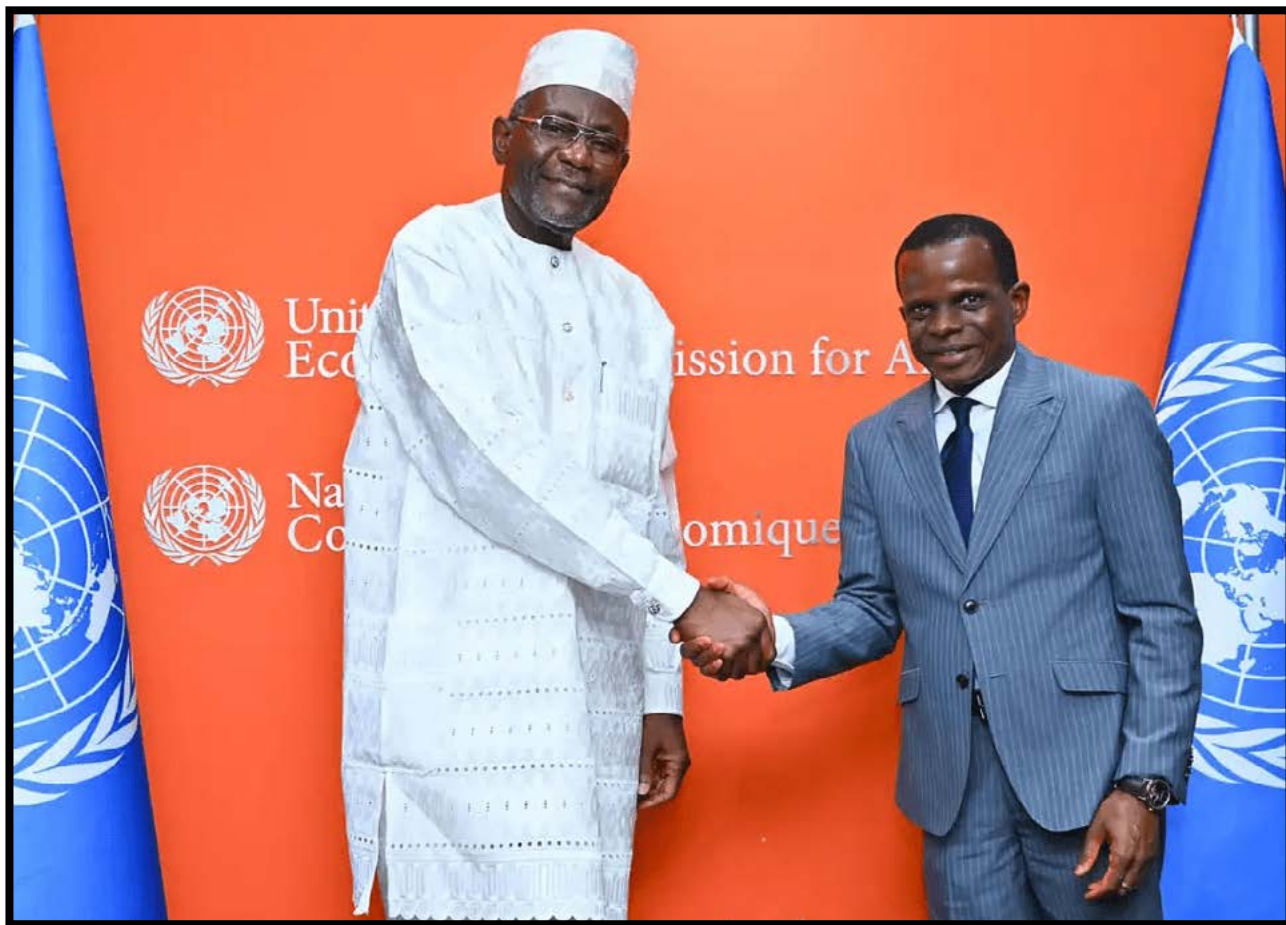
Guerre en Ukraine

Ricard n'exporte plus ses marques vers la Russie
Vendredi, le groupe Pernod-Ricard a annoncé qu'il n'... (Page 08)



Afrique / Croissance économique et tourisme durable • (Page 03)

L'avenir du café en discussion à Addis-Abeba



Initiative « Droits humains 75 » • (Page 04)

Roger Klomegah membre du Groupe consultatif des jeunes

Financement du secteur privé
Proparco a engagé 2,3 milliards d'euros en 2022
Pour la quatrième année consécutive, Proparco a dépassé en 2022 le seuil de deux ... (Page 02)

Collectivités territoriales
Appel à manifestation d'intérêt du CGLU
Appel à manifestation d'intérêt pour l'appui à la mise en œuvre de réformes pour améliorer l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales en Afrique ... (Pages 05)

UEMOA
Baisse de 1 220 milliards FCFA des réserves libres des banques
Cette diminution des réserves libres a touché l'ensemble des pays de la sous-région, bien que la Côte d'Ivoire et le Sénégal maintiennent un ... (Page 06)

Conseil municipal
La commune Kloto 3 fait l'étude du compte administratif 2022
La commune Kloto 3 a ouvert la 2ème session ordinaire du conseil municipal consacrée ... (Page 11)

Cours des devises offert par

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	596,500	4,420	748,250	670,250	441,250	85,500	162,000
Vente	655,957	603,500	4,480	755,250	676,250	448,250	87,250	164,750

Financement du secteur privé

Proparco a engagé 2,3 milliards d'euros en 2022

Pour la quatrième année consécutive, Proparco a dépassé en 2022 le seuil de deux milliards d'euros engagés, avec un total de 214 projets. La lutte contre le réchauffement climatique et les inégalités sociales et de genre constituent les marqueurs forts de l'engagement de Proparco en faveur du secteur privé. Retour sur 5 points essentiels.

● Vivien ATAKPABEM

Avec 214 projets engagés en 2022, pour un montant de 2,3 milliards d'euros, Proparco conforte un niveau d'activité au-delà du seuil des 2 milliards d'euros pour la 4ème année consécutive. L'année 2022, qui clôt le cycle stratégique 2020-2022 de Proparco, est marquée par le renforcement de son dispositif de notation développement durable, dans un nouvel élan vers la stratégie 2023-2027 « Agir ensemble pour plus d'impacts ». Cette notation enrichit la méthode de sélection des projets, qui intègre un critère d'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris. Intervenant dans 115 pays à travers le monde avec pour objectif de renforcer la contribution des acteurs du secteur privé à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (Odd), Proparco dévoile aujourd'hui son rapport d'impact 2022 et ses chiffres clés d'activité sur l'année. Pour identifier plus précisément la contribution aux Odd de ses projets en 2022, Proparco a analysé 59 projets signés dans l'année (représentant un total d'investissement d'1,46 milliard d'euros) afin de caractériser les impacts attendus des financements 5 ans après leur signature. Un travail de suivi, mené en 2022 sur les projets signés entre 2016 et 2020, permet également de



confronter les estimations d'impacts à ceux constatés durant la mise en œuvre du projet.

L'Afrique concentre près de la moitié (45%) des financements de Proparco en 2022

En investissant plus d'1 milliard d'euros (1 024 millions d'euros) sur le continent africain, Proparco appuie les acteurs privés dans tous les secteurs, afin de contribuer à un développement économique durable et résilient. A titre d'exemple, le fonds ARAF financé via la facilité FISEA du groupe AFD, soutient en Afrique les start-up innovantes dans la

lutte contre le changement climatique et pour la sécurité alimentaire sur le continent. Ce fonds permet d'améliorer les conditions de vie et la résilience climatique des petits exploitants agricoles, en Afrique de l'Est et de l'Ouest. L'initiative Choose Africa, lancée par le groupe AFD en 2019, vient compléter l'action de Proparco en Afrique. Elle a permis de financer les entrepreneurs, TPE et PME africaines à hauteur de 3,5 milliards d'euros d'engagements sur la période 2018 – 2022, au bénéfice de 40 000 entreprises et plusieurs centaines de milliers de micro-entrepreneurs ; 2 millions d'emplois directs et indirects seront ainsi soutenus sous 5 ans.

Image du jour



La mairie de Baguida (Togo) et la ville de Taverny (France) désormais en route pour un jumelage.

AUX DECIDEURS...

De l'accès aux marchés des vaccins

Les fabricants africains peinent à accéder au marché. Deux développements récents soulignent les opportunités – et les défis – auxquels est confrontée la production de vaccins sur le continent.

L'un est la visite du directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, en Afrique du Sud pour faire le point sur le centre africain du vaccin à ARNm. Le hub a été lancé à la mi-2021 dans le but de rendre la dernière technologie vaccinale plus facilement accessible aux pays en développement.

L'autre développement a mis en évidence le principal problème que les pays africains continuent d'avoir dans le développement des capacités de production de vaccins : les marchés pour leurs produits. Sur ce point, le gouvernement sud-africain a annoncé avoir attribué un appel d'offres pour le vaccin contre le pneumocoque, Prevenar/PCV13, à l'agent local du Serum Institute of India. L'autre produit, Hexaxim, fait maintenant l'objet d'un nouvel appel d'offres. Les autres soumissionnaires retenus étaient GSK (Belgique) et Sanofi (France).

On s'attendait à ce que l'appel d'offres pour Prevenar/PCV13 revienne à Biovac. Il s'agit d'une entreprise locale qui a développé la capacité de fabriquer le vaccin en Afrique du Sud grâce à un partenariat de transfert de technologie avec Pfizer.

L'appel d'offres est vraiment paradoxal étant donné que l'Afrique du Sud a exprimé un fort engagement envers la production locale de médicaments. L'appel d'offres pour la fourniture de vaccins pour le programme national qui incluait Prevenar/PCV13 allait jusqu'à faire référence à une considération particulière pour les produits fabriqués localement.

La décision suggère qu'il y a une fragmentation des buts et objectifs au sein des agences gouvernementales dans la promotion de la production pharmaceutique en Afrique du Sud. Ce type de déconnexion peut considérablement décourager les investissements et les partenariats futurs, et faire des ravages dans les plans d'expansion.

La visite de l'OMS et la décision Biovac mettent en évidence deux grands défis : comment soutenir la production locale de vaccins tout en répondant aux objectifs nationaux de santé. Et comment créer des marchés pour de nouveaux producteurs en Afrique grâce à des politiques d'approvisionnement nationales et régionales.

La décision d'appel d'offres soulève des questions importantes sur la production locale et sur la manière dont elle est inextricablement liée à l'accès au marché.

Depuis 2021, les initiatives de production de vaccins en Afrique se sont principalement concentrées sur le financement et la création de partenariats, laissant de côté la question centrale de l'accès au marché pour les produits fabriqués dans les pays africains.

Biovac a été créé en tant que partenariat public-privé en 2003. Il a dû faire face à de nombreux défis. Il s'agit notamment de périodes incertaines en tant que fournisseur exclusif du ministère sud-africain de la santé et de changements dans les trajectoires de développement de produits pour s'adapter aux choix de protocole national.

Malgré ces difficultés, l'entreprise a fait preuve de résilience. Aujourd'hui, il emploie 450 personnes, dont la plupart sont des scientifiques hautement qualifiés et compétents. Il dispose de plus d'un milliard de rands (plus de 54 millions de dollars) d'investissements étrangers directs grâce à ses partenariats avec des entreprises étrangères.

Mais la base actuelle de toutes les activités de fabrication de l'entreprise est la fabrication locale de Prevenar/PCV13 et du vaccin six-en-un, Hexaxim. Cette base doit être préservée et entretenue, pour permettre à l'entreprise de se développer et pour permettre l'émergence d'un secteur de production de vaccins dynamique dans le pays qui puisse approvisionner l'Afrique du Sud et la région.

Il est extrêmement important de travailler avec Gavi pour permettre l'approvisionnement auprès d'entreprises africaines. Mais il est tout aussi important pour les pays qui s'approvisionnent eux-mêmes de s'engager – et de soutenir – les efforts de renforcement des capacités de production locales. Sans cet engagement des gouvernements africains, le « projet » de fabrication de vaccins en Afrique est sérieusement menacé.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Afrique / Croissance économique et tourisme durable

L'avenir du café en discussion à Addis-Abeba

En sa double qualité de président de l'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) et de vice-président du Conseil de l'Organisation Internationale du Café, le Togolais Enselme Gouthon a été reçu, la semaine dernière, par Antonio Pedro, Secrétaire Exécutif de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), à Addis-Abeba, en Ethiopie. Au menu des échanges entre les deux personnalités, « l'avenir du café en Afrique : une voie vers la croissance économique et le tourisme durable. »

• Joël YANCLO

Le Président de l'ACRAM, Mr Gouthon, présente le Guide du Café (4ème édition) au Secrétaire Exécutif de la CEA, Antonio Pedro. La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) reconnaît la nécessité d'une collaboration avec diverses entités pour créer un changement positif dans l'industrie du café. L'Agence des Cafés Robusta d'Afrique et de Madagascar (ACRAM) explore les principaux points de cet échange sur l'avenir du café en Afrique, en se concentrant sur la stabilité macroéconomique, l'industrialisation durable, l'action climatique, les transitions énergétiques et le rôle du café dans la promotion du tourisme et des expériences culturelles. Ainsi, le premier pilier pour l'avenir du café en Afrique réside dans la réalisation de la stabilité macroéconomique et le maintien du financement. Des conditions économiques stables offrent un environnement propice à la prospérité de l'industrie du café. En outre, une industrialisation et un commerce durables sont essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois. Les nations

africaines, comme la Guinée équatoriale, souhaitent revitaliser leur filière café en recherchant des partenariats avec des pays comme le Costa Rica, réputés pour leur expertise dans les cafés spécialisés.

Part de marché et prix premium

Les conditions climatiques jouent un rôle important dans la production de cafés spécialisés, ce qui entraîne des prix plus élevés. En engageant des conversations stratégiques avec les principaux producteurs de café comme le Brésil, les nations africaines peuvent explorer les moyens de contrôler efficacement l'approvisionnement en cafés spécialisés. Ces conversations devraient viser à maintenir des prix raisonnables tout en évitant la création de cartels. En outre, le partage des connaissances et l'échange d'expériences entre les pays producteurs de café, comme El Salvador et le Costa Rica, peuvent aider les pays africains à optimiser leur industrie du café, en particulier dans les petites villes aux ressources limitées.

Veille stratégique et



valeur ajoutée

Pour soutenir l'industrie du café en Afrique, il est essentiel d'avoir accès à des renseignements stratégiques et à des informations sur l'engagement mondial. La CEA sollicite des informations auprès d'organisations produisant des rapports et des analyses sur la production de café, les tendances du marché et la consommation. Ces connaissances peuvent donner aux États membres africains les moyens de prendre des décisions éclairées et d'améliorer le processus d'ajout de valeur. En ajoutant de la valeur à leurs produits de café, les pays africains peuvent accéder à des marchés à plus forte valeur ajoutée et augmenter leurs

sources de revenus.

Promouvoir la culture et le tourisme du café

Outre la croissance économique, le café peut jouer un rôle important dans la promotion du tourisme en Afrique. La diversité des paysages et la beauté naturelle du continent offrent un immense potentiel de développement touristique. Cependant, l'un des défis auxquels le secteur du tourisme est confronté est l'expérience touristique limitée au-delà des attractions basées sur la nature. Pour surmonter cela, les nations africaines doivent se concentrer sur le développement d'un marché touristique robuste pour les Africains eux-mêmes.

Comprendre les touristes africains et diversifier l'expérience

Les pays africains doivent mieux comprendre les préférences et les intérêts des touristes africains pour adapter leurs offres touristiques en conséquence. En diversifiant l'expérience touristique, les pays peuvent attirer un plus large éventail de visiteurs. L'Éthiopie est un cas exemplaire, avec sa riche culture du café. Les cérémonies traditionnelles du café et les pratiques culturelles éthiopiennes permettent aux touristes de mieux comprendre le patrimoine, les

traditions et la culture dynamique du pays. L'avenir du café en Afrique est extrêmement prometteur pour la croissance économique, le développement durable et l'expansion du tourisme. En donnant la priorité à la stabilité macroéconomique, à l'industrialisation durable et aux collaborations stratégiques, les nations africaines peuvent capitaliser sur les prix élevés des cafés spécialisés. De plus, investir dans l'intelligence stratégique, la valeur ajoutée et les expériences touristiques attirera des visiteurs nationaux et internationaux, stimulant les économies locales et les échanges culturels. En exploitant son potentiel caféier, l'Afrique peut ouvrir la voie à un avenir prospère et durable. Créée en 1958 par le Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies, la CEA est l'une des cinq commissions régionales de l'ONU. Elle a pour mandat d'appuyer le développement économique et social de ses États membres, d'encourager l'intégration régionale et de promouvoir la coopération internationale pour le développement de l'Afrique.



Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100 %.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Initiative « Droits humains 75 »

Roger Klomegah membre du Groupe consultatif des jeunes

Le Togolais Roger Kodzo Klomegah fait partie du Groupe consultatif des jeunes dans le cadre de l'Initiative « Droits humains 75 ». Ils sont au total 12 jeunes retenus dans le monde entier par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour « travailler pour les droits avec et pour les jeunes »

● Joël YANCLO

Cette année, le monde commémore le 75^{ème} anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) – un texte miraculeux adopté par les Nations Unies. L'initiative Droits de l'homme 75 menée par le HCDH rappelle le consensus imaginé par la DUDH, regarde vers l'avenir et cherche à renforcer l'écosystème des droits de l'homme construit au cours des dernières décennies. Étant donné que les jeunes sont confrontés à des défis particuliers dans l'exercice de leurs droits tout en étant souvent à l'avant-garde de l'activisme des droits de l'homme, l'engagement des jeunes est un élément clé de l'initiative. Pour garantir cet engagement, le HCDH a créé un Groupe consultatif de la jeunesse, qui participe à la conception, à la mise en œuvre et au suivi des activités de Human Rights 75. Les objectifs généraux du Groupe consultatif des jeunes sont entre autres d'assurer l'intégration des perspectives des jeunes dans les activités de l'initiative Droits de l'homme 75 ; aider à promouvoir l'initiative Human



Rights 75 auprès des jeunes du monde entier ; veiller à ce que les jeunes aient leur mot à dire dans l'élaboration d'engagements futurs en matière de droits humains. Le Groupe consultatif des jeunes est composé de douze jeunes militants inspirants du monde entier qui travaillent sur une grande variété de questions relatives aux droits humains.

Roger Kodzo Klomegah (Togo)

Roger Kodzo Klomegah a commencé son parcours dans le domaine des droits humains à Amnesty International Togo. En 2018, il a été co-lauréat du championnat d'improvisation sur les droits

humains du groupe local Action Urgent d'Amnesty International. Il a ensuite rejoint le groupe en tant que secrétaire général puis coordinateur national de la jeunesse. Membre de JCI Universitaire Lomé depuis 2017, il a occupé le poste de président local de l'organisation en 2021. Diplômé de Yali Accra et secrétaire national de JCI Togo, Roger Kodzo a travaillé sur des questions liées à la citoyenneté active, aux droits de l'homme, au leadership et à l'autonomisation des jeunes avec plusieurs organisations de jeunesse, dont l'Organisation pour l'intégration africaine, Alternative Leadership Group, et a effectué un stage au bureau togolais de l'UNFPA en 2020.

Affaires maritimes

Le Togo et le Sénégal vont renforcer leur coopération

Partenaires de longue date, le Togo et le Sénégal vont renforcer leur coopération dans le domaine maritime. Une rencontre s'est tenue dans ce sens, le jeudi 11 mai dernier, entre le Ministre de l'Economie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière, Edem Tengue et le Directeur Général de l'Agence Sénégalaise des Affaires maritimes (ASAM), Achille Gueye.

Au menu des discussions, la situation du navire battant pavillon togolais « L'Everest 1 », détenu au Sénégal. L'objectif est de trouver une issue favorable à ce conflit. Les deux personnalités sont également revenues sur la lutte contre la piraterie et les trafics illicites dans le Golfe de Guinée et ont convenu de renforcer la

coopération entre leurs deux pays pour plus de sécurité des navires dans cette zone. Les échanges ont aussi permis de relever les défis et opportunités de l'Organisation maritime d'Afrique de l'Ouest et du Centre (OMAOC) pour promouvoir le développement du secteur maritime dans la région. Pour rappel, cette rencontre

entre le ministre de l'Economie maritime et le DG de l'Agence sénégalaise des affaires maritimes s'est tenue en marge de la 8^{ème} réunion du comité consultatif de l'UEMOA sur le transport maritime, réunion qu'a abrité le Togo du 9 au 11 mai dernier.

(Togo Officiel)

Système Alimentaire

2^{ème} mission conjointe d'appui à la mise en œuvre du FSRP Togo

Afin d'examiner l'état d'avancement du projet, la Banque mondiale effectue des missions de supervision tous les six mois. Suite à la première mission tenue du 28 novembre au 02 décembre 2022, le FSRP Togo a accueilli la deuxième mission d'appui du 02 au 08 Mai 2023 à Lomé.

Le Togo a obtenu du Groupe de la Banque mondiale, un financement de 90 millions de dollars, soit plus de 50 milliards de francs CFA pour la mise en œuvre du Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP). Depuis le lancement officiel du projet le 15 Juin 2022 à Lomé, des actions ont été engagées et d'autres en cours. L'objectif de cette deuxième mission était de passer en revue les recommandations formulées lors de la première mission d'appui ; examiner les activités réalisées dans le cadre du plan de travail et budget (PTBA) 2023 ; discuter et s'assurer des dispositions prises pour le respect de la mise en œuvre des mesures de sauve-



● Le co-chargé du FSRP au Togo, M. Erick Abiassi à droite et le COD FSRP, M. Dahouda Djele à gauche lors des discussions sur les activités du projet

garde environnementale et social et parcourir les aspects de la gestion financière, la passation des marchés pour améliorer la performance du projet. A termes, elle permettra d'apprécier l'état de mise en œuvre du projet et de proposer des actions de renforcement pour optimiser sa

mise en œuvre. Conduite par Erick Abiassi, Agroéconomiste principal et co-chargé du FSRP pour le Togo, cette mission a vu la participation de près de 90 acteurs des structures partenaires et ceux des interprofessions des filières stratégiques du projet.

Région Centrale

Le FEM et le Pnud appuient un projet de restauration forestière à Tchaoudjo 4

Au Togo, dans la région Centrale, le projet de conservation de la diversité biologique de la montagne Dibidjo à Afadadè et des berges de la rivière Kalo d'Avadadè a été officiellement lancé le vendredi 12 mai à Afadadè, dans la commune de Tchaoudjo 4, comme le rapporte l'Agence Togolaise de Presse.

D'un montant de 21 000 000 FCFA, l'initiative est financée par le Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial (PMF/FEM), dans le cadre d'une collaboration entre le Togo et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Son lancement a permis de présenter les objectifs et les activités aux communautés, ainsi qu'aux parties prenantes et aux autorités. Ainsi, porté par l'ONG Club des amis du village (CAV) dans le cadre de son programme de protection de l'environnement, le projet va renforcer la viabilité des écosystèmes fragiles des flancs de la montagne Dibidjo et des berges de la rivière Kalo, par des actions d'enrichissement et de reboisement sur 100 hectares. « Il y a des décennies, ces deux



zones constituaient presque les microclimats et les zones d'approvisionnement des produits fruitiers de ces localités. Mais il faut relever que ces terres connaissent aujourd'hui une dégradation poussée, conséquences des activités humaines », explique Gbele-Guewe Djobo Ousmane, coordinateur de l'ONG CAV. Il soulignera également que le projet vient aider à combattre les

changements climatiques dont les conséquences sont éprouvantes pour les populations. L'initiative prévoit également d'accompagner les communautés d'Avadadè et d'Avadadè dans le développement d'activités génératrices de revenus durables telles que l'apiculture et le maraîchage. Le projet couvre deux ans, à compter d'Avril 2023.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigéria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		

Indicateurs du commerce extérieur					
	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Profil commercial					
	2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur					
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Appel à manifestation d'intérêt pour l'appui à la mise en œuvre de réformes pour améliorer l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales en Afrique



1. Contexte et justification de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Depuis 2012, CGLU Afrique publie tous les trois ans, en collaboration avec Cities Alliance, un rapport triennal intitulé "Évaluer l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales en Afrique". Ce rapport est diffusé à l'occasion des Sommets Africités (2012, 2015, 2018, 2021).

Ce rapport classe les pays africains suivant 12 indicateurs pour apprécier la favorabilité de l'environnement institutionnel créé par l'État aux initiatives et actions des villes et collectivités territoriales.

Pour évaluer cet environnement, les 12 indicateurs sont les suivants :

1. Les dispositions du cadre constitutionnel
2. Les dispositions du cadre législatif
3. Les dispositions concernant la gouvernance territoriale
4. Les dispositions concernant les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales
5. Les dispositions concernant les ressources propres des collectivités territoriales
6. Les dispositions concernant le renforcement des capacités des collectivités territoriales
7. Les dispositions concernant la transparence dans le fonctionnement et la gestion des collectivités territoriales
8. Les dispositions concernant la participation citoyenne
9. Les dispositions concernant la performance des collectivités territoriales
10. L'existence ou non d'une stratégie nationale en matière de gestion de l'urbanisation
11. La prise en compte des femmes dans la gouvernance locale
12. L'implication ou non des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique.

Chaque indicateur fait l'objet d'une notation de 1 à 4. Une note synthétique sur 48 est ensuite établie, qui permet de classer les pays africains en 4 classes de couleur :

1. Vert (note supérieure ou égale à 36) : pays qui présentent l'environnement le plus favorable à l'action des villes et collectivités territoriales suivant les standards retenus.

Afrique du Sud; Ouganda; Maroc; Tanzanie

2. Jaune (note inférieure à 36 et supérieure ou égale à 30) : pays dont l'environnement est plutôt favorable à l'action des villes et collectivités territoriales, mais dont certains éléments doivent être améliorés.

Kenya ; Zimbabwe; Rwanda; Sénégal; Maurice; Ghana; Burundi; Zambie

3. Orange (note inférieure à 30 et supérieure ou égale à 24) : pays dont les avancées vers un environnement favorable aux villes et collectivités territoriales nécessitent d'importants efforts de réformes.

Cameroun ; Bénin; Sierra Leone; Burkina Faso; Madagascar; Tunisie; Malawi; Namibie; Eswatini; Mali; Niger; Cap-Vert; Nigéria; Togo; Djibouti; Gabon; Mauritanie; Botswana; Côte d'Ivoire; Éthiopie; Tchad; Mozambique.

4. Rouge (note inférieure à 24): pays dont l'environnement est globalement défavorable à l'action des villes et collectivités territoriales.

Seychelles ; Angola; Lesotho; Gambie; Comores; Algérie; Guinée-Conakry; Sao Tome et Principe; Érythrée; République Démocratique du Congo; Libéria; Sud Soudan; Guinée Équatoriale; Égypte; Centrafrique; Soudan; Guinée-Bissau; Somalie.

Chaque pays fait l'objet d'une fiche où est justifiée sa note synthétique et où fi-

gurent des propositions de réformes dont la mise en œuvre devrait avoir pour résultat l'amélioration de son classement par rapport à l'environnement institutionnel mis en place en faveur des villes et collectivités territoriales.

2. Présentation de l'appel à manifestation d'intérêt

Le présent appel à manifestation d'intérêt est lancé à l'endroit des associations nationales et des gouvernements nationaux des pays d'Afrique classés dans les couleurs Orange et Rouge qui souhaitent bénéficier d'un appui de CGLU Afrique pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'amélioration de l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales.

L'accompagnement de CGLU Afrique va se traduire dans les actions suivantes :

- Mobilisation d'experts nationaux pour conduire les études nécessaires à la préparation d'un dialogue structuré entre acteurs de la décentralisation aux niveaux national et local

- Organisation et modération d'ateliers et séminaires dans le cadre du dialogue structuré en vue de définir une feuille de route partagée par l'ensemble des acteurs sur la mise en œuvre des réformes proposées

- Assistance technique pour la conduite du processus de mise en œuvre concrète des actions retenues par la feuille de route des réformes

- Capitalisation et diffusion des résultats des actions retenues dans la feuille de route des réformes.

Le candidat, gouvernement ou association nationale, doit de son côté assumer les responsabilités suivantes :

- Désignation du point focal qui sera le référent et la personne de contact avec CGLU Afrique (nom et détails à joindre au dossier de candidature)

- Mise à disposition de locaux de travail équipés et de moyens de transport sur place pour les ateliers et séminaires et prise en charge les éventuels frais d'hébergement et de séjour des participants aux ateliers et séminaires

- Elaboration et mise en œuvre de la stratégie et des actions de communication

- Réalisation des actions retenues dans la feuille de route des réformes en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés et les éventuels financements.

3. Réponse à l'appel à manifestation d'intérêt

Le présent appel à manifestation d'intérêt est lancé pour sélectionner 10 pays africains (2 pays par région africaine) dont le gouvernement ou l'association nationale souhaite bénéficier d'une assistance technique de CGLU Afrique pour mettre en œuvre les réformes de l'environnement institutionnel des collectivités territoriales au cours des années 2023 et 2024.

L'appel est officiellement ouvert le 08 mars 2023 et sera clos le 08 juillet 2023.

La sélection des pays se fera sur la base du critère premier candidat/ premier servi.

Pour faire acte de candidature, le gouvernement ou l'association nationale doit présenter les documents suivants :

- Lettre d'engagement signée par le Ministre en charge des collectivités locales et/ou de la décentralisation du pays candidat dans le cas où c'est l'Association qui présente la candidature ;

- Lettre d'engagement signée par le Président de l'Association nationale des Collectivités locales du pays candidat ;

- Désignation d'un point focal chargé d'être le point de référence pour l'intervention

Ces documents doivent être envoyés au Secrétariat Général de CGLU Afrique, par :

E-mail, à : secretariat@uclga.org ;
copies à: fyatta@uclga.org; szeroil@uclga.org ; ehajar@uclga.org
Adresse postale, à : Secrétariat Général de CGLU Afrique,
22 Rue Essaadyine, Hassan, 10020, Rabat, Maroc

UEMOA

Baisse de 1 220 milliards FCFA des réserves libres des banques à fin mars 2023

Cette diminution des réserves libres a touché l'ensemble des pays de la sous-région, bien que la Côte d'Ivoire et le Sénégal maintiennent un excédent de ressources supérieur à 100% par rapport aux réserves obligatoires. En revanche, le Togo, le Burkina Faso et le Bénin ont connu une forte baisse.

À la fin du mois de mars 2023, les réserves libres des banques opérant au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont enregistré une diminution de 116,4% sur une période de 12 mois, pour atteindre un niveau de 1 049,9 milliards FCFA (1,7 milliard \$), contre 2 272,1 milliards FCFA un an auparavant, d'après la récente note de conjoncture de la Banque centrale (BCEAO). Elles représentent désormais 91% des réserves obligatoires, contre 221% précédemment. Les réserves libres correspondent aux fonds excédentaires détenus par les banques au-delà des réserves obligatoires. Leur constitution relève de la discrétion des banques et n'est pas soumise à des exigences réglementaires spécifiques. Elles sont généralement utilisées pour répondre aux besoins quotidiens de liquidités des banques et pour gérer les opérations interbancaires. La BCEAO n'a pas fourni d'explications détaillées concernant cette dynamique. Les premières observations révèlent que cette diminution des réserves libres a touché l'ensemble des pays de la sous-région, bien que la Côte d'Ivoire et le Sénégal maintiennent un excédent de ressources supérieur à 100% par rapport aux réserves obligatoires. En revanche, le Togo, le Burkina Faso et le Bénin



ont connu une forte baisse, passant respectivement de 145,5%, 180,9% et 118,3% à -18,2%, 12,8% et 65,8%. L'augmentation des dépôts de plus de 4 000 milliards FCFA constitue peut-être une piste d'analyse. Cependant, même avec cette hausse, les réserves libres n'ont pas été absorbées à un tel niveau. Par ailleurs, cette diminution des réserves libres survient alors que le taux de constitution des réserves obligatoires est resté inchangé par la Banque centrale à 3%. Néanmoins, il est à noter que les taux moyens sur le marché interbancaire, qui étaient pratiquement stables à 2%, selon la Banque centrale, entre juin 2020 et juin 2022, ont recommencé à augmenter pour atteindre 2,21% à la fin de mars 2023. Il est donc possible que plusieurs banques aient puisé dans leurs réserves disponibles afin de financer leurs interventions à court terme. Face aux chocs successifs que connaît l'économie mondiale, la BCEAO a décidé de rendre l'accès aux liquidités à long

terme plus difficile en augmentant ses taux directeurs. Parallèlement, elle poursuit une stratégie d'injection de liquidités à court terme en créant une concurrence entre les banques pour les obtenir avec des taux flottants. Le marché des titres publics a également montré des signes de difficulté en mars, avec des gouvernements ayant du mal à emprunter. Cette pression sur les réserves libres pourrait être le signe que le secteur bancaire a atteint un seuil critique. Avec la diminution des prix des principaux produits exportés par les pays de l'union et une hausse progressive des prix de certains produits de première nécessité, la pression risque de s'accroître sur les administrations et les autres acteurs économiques, mettant davantage à l'épreuve la capacité des banques de l'UEMOA à répondre aux besoins de financement qui leur sont présentés.

(Agence Ecofin)

Afrique

Dangote Industries se prépare à ouvrir la plus grande raffinerie

Après des années de retards et d'obstacles réglementaires, Dangote Industries Limited se prépare pour une cérémonie d'ouverture ce mois-ci dans sa raffinerie de Lekki à Lekki, au Nigeria, qui sera la plus grande raffinerie d'Afrique.

● Nicole ESSO

La société s'attend à ce que l'unité de distillation de brut (CDU) de l'installation commence ses opérations commerciales d'ici la fin juin. La raffinerie de Lekki portera la capacité de raffinage du Nigeria à 3,24 millions de barils par jour (BBL/j). Une fois mis en service, son unique CDU de 650 000 BBL/j sera le plus grand au monde, en termes de capacité. Actuellement, le plus important est un CDU de 430 000 BBL/j à la raffinerie de Yanbu en Arabie saoudite, qui a été mise en service en 2015. Les abonnés aux bases de données de projets et d'usines de Global Market Intelligence (GMI) Metals & Minerals d'Industrial Info peuvent en savoir plus sur la raffinerie de Lekki dans un profil d'usine et peuvent cliquer ici pour obtenir une liste de rapports détaillés sur les projets de l'installation. Le démarrage commercial de la raffinerie de Lekki a été retardé en raison de problèmes opérationnels dans sa centrale électrique, qui ont empêché son unité de brut de fonctionner. Mais la société prévoit maintenant de démarrer les chaudières et les turbines à gaz de l'installation d'ici juin, bien que ses unités en aval ne devraient pas commencer à fonctionner avant la fin de cette année. D'autres unités



pourraient ne pas commencer leurs opérations avant la fin de 2024. La production de la raffinerie sera principalement de l'essence, avec un peu de diesel et de carburéacteur. "Le marché surveille de très près le démarrage de cette usine, en particulier en ce qui concerne la quantité de brut qu'elle traitera", a déclaré Hillary Stevenson, directrice principale d'Energy Market Intelligence chez IIR Energy. « Nos recherches montrent que l'usine devrait fonctionner à 50 % de sa capacité jusqu'à ce que ses unités en aval soient opérationnelles, ce qui pourrait ne pas être avant 2025. » La Nigerian National Petroleum Company (NNPC), qui a acquis une participation de 20% dans la raffinerie de Lekki en 2021, prévoit d'arrêter les importations de produits raffinés au Nigeria avant la fin de cette année. Mele Kyari, le directeur général de NNPC, a déclaré aux journalistes en août que la production projetée de la nation africaine de

Lekki et d'autres raffineries publiques "éliminera toute importation de produits pétroliers dans ce pays". NPC a également le droit d'acheter 20% de la production de l'usine, a déclaré Kyari. Le projet fait partie de près de deux douzaines de raffineries de base en construction dans le monde, ce qui contribuera à compenser les rationalisations des raffineries liées à la pandémie et à suivre le rythme de la demande mondiale croissante de carburant. L'une des propres raffineries de NNPC, la raffinerie Warri de 125 000 BBL / j à Warri, au Nigeria, a lancé en avril un projet de réhabilitation et de redémarrage qui devrait se terminer au premier trimestre de 2024. NNPC s'attend à ce que le projet augmente la plaque signalétique de la raffinerie de Warri utilisation de la capacité de 50% à 90%. Les abonnés peuvent en savoir plus à partir d'un rapport de projet détaillé et d'un profil d'usine.

Financement

M-KOPA lève 250 millions USD pour développer sa fintech

M-KOPA a conclu avec succès plus de 250 millions de dollars de nouveaux financements par emprunt et par actions pour étendre son offre de services financiers aux consommateurs sous-bancarisés à travers l'Afrique subsaharienne. Il s'agit de l'une des plus importantes levées de fonds et de dettes combinées dans le secteur technologique africain, permettant à M-KOPA de poursuivre sa croissance rapide.

● Wilson LAWSON

Plus de 200 millions de dollars de financement par emprunt lié à la durabilité ont été dirigés et organisés par Standard Bank Group, la plus grande banque d'Afrique et partenaire stratégique à long terme de M-KOPA. Parmi les autres prêteurs participants figurent la Société financière internationale (SFI), des fonds gérés par Lion's Head Global Partners, FMO : Dutch Entrepreneurial Development Bank, British International Investment, Mirova SunFunder et Nithio. Un investissement supplémentaire de 55 millions de dollars en actions a été soutenu par l'investisseur stratégique existant

Sumitomo Corporation, qui contribue à hauteur de 36,5 millions de dollars à l'augmentation totale et s'engagera étroitement avec M-KOPA sur de nouveaux marchés et produits en croissance. Blue Haven Initiative, Lightrock, Broadscale Group et Latitude, le fonds frère de Local Globe, ont également participé à la transaction. La plateforme fintech de M-KOPA combine la puissance des micro-paiements numériques avec l'Internet des objets (IoT) pour fournir aux clients un accès aux actifs productifs. Sur les marchés où les individus ont des identités financières préexistantes limitées et des garanties conventionnelles, le modèle de crédit flexible de M-KOPA permet aux individus de payer un petit dépôt et

d'avoir un accès instantané aux éléments essentiels de la vie quotidienne, y compris les smartphones, les motos électriques et les systèmes d'énergie solaire, puis d'obtenir leur diplôme les services financiers numériques tels que les prêts et l'assurance maladie. La solution de M-KOPA intègre le crédit dans le produit via une connexion numérique intelligente, donnant aux clients la propriété instantanément, qu'ils peuvent rembourser au moyen de micro-versements au fil du temps. La société a vendu plus de 3 millions de ces produits grâce à un modèle de vente directe unique qui comprend plus de 10 000 agents. Les opérations de M-KOPA ont commencé en Afrique de l'Est et se sont

étendues avec succès au Nigeria en 2021 et, plus récemment, au Ghana. De 2020 à 2022, M-KOPA a enregistré un taux de croissance annuel composé de 85 % dans l'acquisition de nouveaux clients et a récemment été reconnue comme l'une des 100 entreprises africaines à la croissance la plus rapide par le Financial Times pendant deux années consécutives, en 2022 et 2023. Avec ce nouveau financement, l'entreprise vise à développer ses services de smartphones, à étendre son modèle à de nouveaux marchés et à étendre son ensemble de produits financés. Conformément à l'engagement de longue date de M-KOPA et de ses partenaires à créer un impact positif, le financement par

emprunt est structuré pour soutenir les objectifs liés à la durabilité avec une tarification liée à la réalisation des objectifs environnementaux et sociaux. Lendable a été nommé agent de vérification de la base d'emprunt et de la durabilité pour la transaction de la dette. M-KOPA utilisera également le financement pour favoriser l'inclusion financière des femmes et réduire les émissions de gaz à effet de serre sur ses marchés d'Afrique de l'Est en augmentant la possession de smartphones par les femmes et en développant davantage son offre de solutions de mobilité électrique, respectivement. S'exprimant lors de la ronde, Jesse Moore, PDG et cofondateur de M-KOPA, a déclaré : « Chez M-KOPA,

nous travaillons dur pour créer un impact environnemental et social positif en éliminant systématiquement les obstacles aux services financiers numériques. Nous avons déjà débloqué 1 milliard de dollars de crédit cumulé à plus de 3 millions de clients et sommes fiers des milliers d'emplois locaux que nous avons créés en ces temps économiques difficiles. Alors que nous continuons à évoluer, nous restons déterminés à bâtir une entreprise durable et à combler les écarts économiques et numériques entre les sexes. Nous sommes ravis d'avoir le soutien d'investisseurs nouveaux et existants qui partagent notre vision et notre mission ».

mardi 16 mai 2023

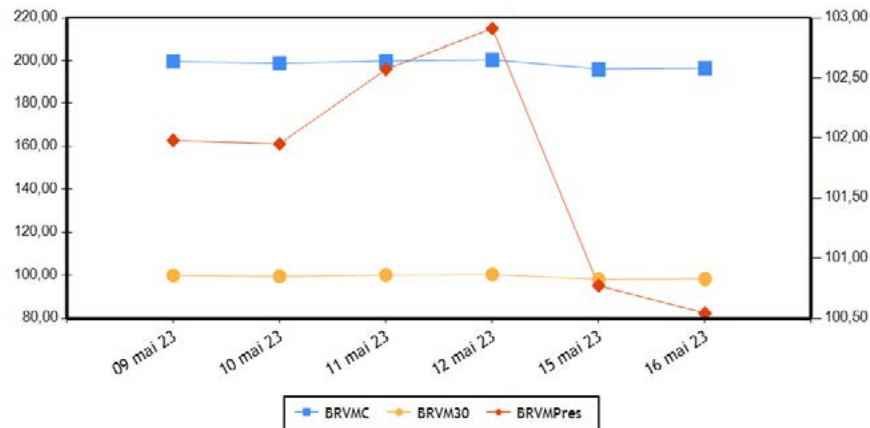
N° 93

BRVM COMPOSITE	196,47
Variation Jour	0,20 %
Variation annuelle	-3,32 %

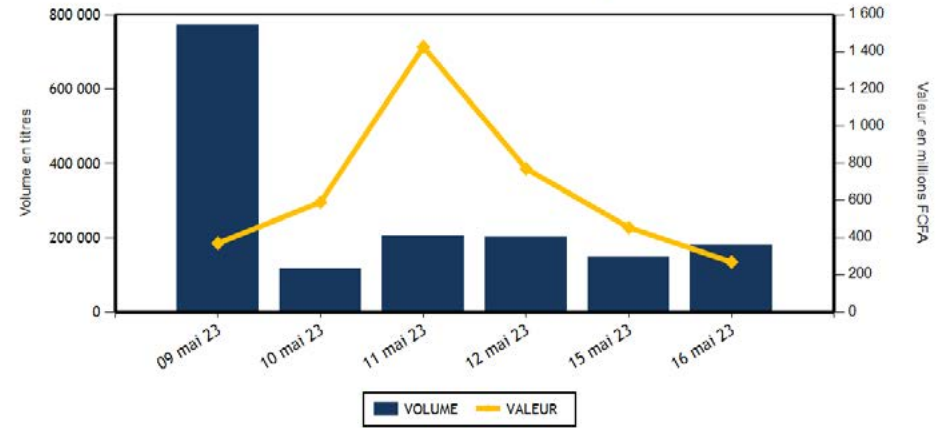
BRVM 30	98,23
Variation Jour	0,22 %
Variation annuelle	-1,77 %

BRVM PRESTIGE	100,54
Variation Jour	-0,23 %
Variation annuelle	0,54 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 309 135 950 241	0,20 %
Volume échangé (Actions & Droits)	179 335	21,69 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	264 143 578	-40,06 %
Nombre de titres transigés	41	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	-7,14 %
Nombre de titres en baisse	8	-38,46 %
Nombre de titres inchangés	20	42,86 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	6 450	7,50 %	-5,84 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 320	4,04 %	-40,89 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	620	2,48 %	-22,50 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 945	2,06 %	33,65 %
SAPH CI (SPHC)	4 300	1,65 %	-13,91 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,54	-0,23 %	0,54 %	139 651	80 071 718	6,04
BRVM-PRINCIPAL	36	94,36	0,46 %	-5,64 %	39 684	184 071 860	12,50

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	100,93	1,00 %	-3,16 %	6 991	47 216 380	31,15
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	468,02	-0,20 %	-4,33 %	5 802	35 380 210	8,97
BRVM - FINANCES	15	75,44	0,44 %	-0,09 %	159 050	157 281 278	5,96
BRVM - TRANSPORT	2	330,96	0,00 %	-3,14 %	47	63 450	5,27
BRVM - AGRICULTURE	5	249,72	0,67 %	-11,93 %	4 868	19 540 110	5,14
BRVM - DISTRIBUTION	7	339,70	0,39 %	-5,25 %	2 506	4 598 250	11,38
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 110,49	0,00 %	-5,26 %	71	63 900	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,56
Taux de rendement moyen du marché	8,05
Taux de rentabilité moyen du marché	9,14
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	121
Volume moyen annuel par séance	596 102,00
Valeur moyenne annuelle par séance	970 478 333,44

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,13
Ratio moyen de satisfaction	48,77
Ratio moyen de tendance	1 181,00
Ratio moyen de couverture	8,47
Taux de rotation moyen du marché	0,02
Prime de risque du marché	4,56
Nombre de SGI participantes	27

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



France

Macron vante des investissements record et un pays qui «avance»

«Le pays avance»: Emmanuel Macron a fait lundi une série d'annonces sur la réindustrialisation, fort du coup de pouce d'Elon Musk qui lui a fait miroiter un investissement.

«Je suis confiant dans le fait que Tesla fera des investissements significatifs en France à l'avenir», a lancé, sans plus de détail, le patron de la société pionnière dans les voitures électriques après avoir été notamment reçu par le chef de l'État à l'Élysée. Celui qui est aussi patron de SpaceX et actionnaire majoritaire de Twitter s'est dit «impressionné par l'accueil réservé par le président Macron et le gouvernement français à l'industrie». Elon Musk était en France pour la sixième édition de «Choose France», qui a réuni lundi plus de 200 patrons étrangers au château de Versailles et a permis d'annoncer 28 projets à capitaux étrangers pour un total de 13 milliards d'euros, avec 8000 emplois directs à la clé. Un record depuis la première édition en 2018 de ce rendez-vous annuel voulu par Emmanuel Macron. Mis en difficulté depuis le début de l'année par la crise des retraites, le président de la République cherche à rebondir politiquement et il multiplie les déplacements et annonces sur la revitalisation de l'industrie française, en particulier dans le domaine des voitures électriques. «On avance et il y a une détermination», «le pays continue à créer», a-t-il lancé dans un entretien au 20 heures de TF1, insistant une nouvelle fois, comme il l'a fait à maintes reprises depuis une semaine, sur la «constance» de sa politique économique pour baisser le coût du travail et attirer les



investisseurs, tout en accélérant la transition écologique. «Même quand il y a des contestations, on ne change pas, on ne fait pas tête à queue», a-t-il plaidé, «les investisseurs voient la force de ce qu'on a fait». Il a esquissé d'autres bonnes nouvelles pour les Français. En promettant de «concentrer» sur «les classes moyennes» les deux milliards d'euros de baisses d'impôts pour les ménages prévus d'ici à 2027, même s'il n'a donné ni détail ni date précise. Ce qui, «sur 1500 milliards de prélèvements obligatoires», «n'est pas ambitieux mais dérisoire», a grincé le patron de LR Eric Ciotti. Et en se fixant l'objectif «qu'on absorbe» l'inflation sur les produits alimentaires qui rogne le pouvoir d'achat «d'ici à l'automne». «Au fil des entretiens, il semble qu'Emmanuel Macron fasse un déni de réalité sur le macronisme», a fustigé en retour la présidente des députés RN Marine Le Pen, dénonçant l'«appauvrissement des classes moyennes, (l') ensauvagement de la société,

(le) mépris pour la démocratie...» Emmanuel Macron, qui doit entamer cette semaine un nouveau chapitre diplomatique avec plusieurs déplacements internationaux, a récusé toute forme de «mépris» à l'égard des Français. «Il méprise 9 actifs sur 10, tous les syndicats et l'Assemblée nationale», a ainsi encore estimé lundi le premier secrétaire du PS Olivier Faure. «Plus personne ne l'écoute. Plus personne ne le croit. Il ne peut plus gouverner le pays», a pourtant assuré la présidente des députés Insoumis Mathilde Panot. Les casserolades qui accompagnent ses déplacements se sont faites progressivement moins audibles, alors que les syndicats s'apprentent à reprendre mardi le dialogue avec l'exécutif. Outre Elon Musk, étaient notamment invités à Choose France Sunil Bharti Mittal, président du groupe diversifié indien Bharti Entreprises, le président exécutif d'ArcelorMittal Lakshmi Mittal ou encore le PDG de Nokia Pekka Lundmark.

Transport aérien

Forte hausse des retards, dégâts et pertes de bagages en 2022

Les bagages sont les victimes collatérales de la reprise du transport aérien mondial: pas moins de 26 millions de voyageurs ont subi des incidents l'année dernière, contre 9,9 en 2021.

Retards, dégâts, pertes: la reprise parfois chaotique du transport aérien après le Covid-19 s'est traduite en 2022 par un bond du taux d'incidents liés aux bagages enregistrés dans les aéroports, selon une étude publiée mardi. Ces incidents ont concerné l'année dernière 7,6 bagages pour 1000 passagers, contre 4,35 l'année précédente, quand le trafic aérien mondial commençait à reprendre après avoir perdu deux tiers de ses voyageurs en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, selon Sita, fournisseur de services informatiques pour le secteur. En valeur absolue, pas moins de 26 millions de bagages dans le monde ont subi des incidents l'année dernière, contre

9,9 en 2021, une croissance supérieure à celle du nombre de passagers. Ceux-ci étaient au nombre de 3,4 milliards l'année dernière, après 2,3 milliards en 2021. En 2019, avant la pandémie, un record de 4,5 milliards de voyages aériens avait été atteint et le taux d'incidents pour 1000 était alors de 5,6 bagages, soit deux points de moins qu'en 2022.

Une détérioration

Cette détérioration est intervenue après des années d'amélioration régulière, sur fond de montée en puissance technologique, selon Sita, qui extrapole ces statistiques des données de son propre

outil de gestion déployé dans 2400 aéroports: en 2007, le taux d'incidents s'établissait à près de 19 pour 1000. Aux sources de cette situation, explique à l'AFP Nicole Hogg, directrice de la branche «gestion des bagages» de Sita: «le secteur a connu une reprise plus rapide que prévu après la pandémie», avec «des pénuries de personnel, des employés inexpérimentés» et des aéroports saturés. Plusieurs grands aéroports européens comme Amsterdam-Schiphol, Francfort et Paris-Charles-de-Gaulle ont connu des incidents pendant l'été 2022. La plateforme parisienne avait ainsi «égaré» 35'000 bagages après

(AFP)

Guerre en Ukraine

Ricard n'exporte plus ses marques vers la Russie

Vendredi, le groupe Pernod-Ricard a annoncé qu'il n'enverrait plus ses produits en Russie.

Le numéro deux mondial des spiritueux Pernod-Ricard a annoncé vendredi dans un communiqué qu'il allait cesser de vendre ses produits en Russie, à la suite d'une controverse en Suède sur les exportations de sa vodka Absolut vers la Russie. Pernod-Ricard, qui détient entre autres le rhum Havana Club, le whisky Jameson ou le champagne Mumm, «est en mesure de confirmer qu'il a cessé toutes les exportations de ses marques internationales vers la Russie fin avril 2023», a-t-il indiqué dans un communiqué. «Nous cesserons également la distribution de notre portefeuille en Russie, un processus qui, selon nous, prendra quelques mois», a-t-il ajouté. Concrètement, le groupe n'expédie plus rien vers la Russie, mais le stock encore sur place sera distribué dans les prochains mois.

Début de boycott

Pernod-Ricard a récemment été pris dans la tourmente en Suède du fait de la reprise discrète de ses exportations vers la Russie, notamment de la vodka suédoise Absolut, alors qu'elles avaient été suspendues dans un premier temps, juste après le début de l'invasion de l'Ukraine

Réseau social

Elon Musk nomme Linda Yaccarino à la tête de Twitter

Le patron de Twitter a choisi la nouvelle directrice générale de Twitter en la personne de Linda Yaccarino.

Elon Musk a annoncé vendredi avoir nommé Linda Yaccarino, jusque-là responsable de la publicité au sein du groupe NBCUniversal, comme nouvelle directrice générale de Twitter, six mois après avoir racheté le réseau social. «Je suis ravi d'accueillir Linda Yaccarino comme nouvelle directrice générale de Twitter!», a-t-il déclaré sur sa plateforme, où il a le compte le plus suivi. «Elle va se concentrer principalement sur les affaires, tandis que je vais m'occuper du design du produit et des nouvelles technologies». L'actionnaire majoritaire de Twitter avait déjà fait savoir la veille qu'il avait embauché une femme pour diriger l'entreprise, précisant qu'il allait devenir «président exécutif du conseil d'administration et directeur de la technologie, pour superviser les produits, les logiciels et les activités».

Carrière de plus de



par Moscou. Confronté à un début de boycott et aux critiques du Premier ministre suédois Ulf Kristersson, le groupe avait annoncé le 18 avril qu'il interrompait ses envois d'Absolut à destination de la Russie. Mais le PDG du groupe, Alexandre Ricard, avait déclaré à l'AFP quelques jours plus tard que son entreprise continuerait à exporter ses autres marques «avant d'y voir plus clair». Selon le site internet de l'Université de Yale, plus d'un an après le début du conflit en Ukraine, «environ 1000 entreprises ont annoncé publiquement limiter leurs opérations en Russie au-delà du strict minimum légalement requis par les sanctions internationales», mais de nombreux autres y restent, dont les groupes français Auchan, Bonduelle ou Lactalis.

«Au-delà du respect des sanctions»

(AFP)



30 ans

Plus tôt vendredi, NBCUniversal a publié un communiqué indiquant que Linda Yaccarino avait démissionné de son poste. Lors de ses douze années au sein de cette filiale du câblo-opérateur Comcast, elle a pensé à unifier l'ensemble des médias du groupe au sein d'une même plateforme publicitaire afin de simplifier l'offre aux annonceurs. Elle a éga-

Pernod-Ricard exporte et distribue des bouteilles en Russie, sans y posséder d'activités de production sur place. D'après son patron, le groupe allait déjà «au-delà du respect des sanctions [internationales]», en s'abstenant de vendre à des «niveaux susceptibles qu'il pourrait vendre s'il le souhaitait». L'entreprise avait également «quasiment arrêté les investissements marketing», avait relevé Alexandre Ricard fin avril auprès de l'AFP. Les expéditions d'alcool continuaient pour maintenir un certain niveau d'activité sur place et «protéger les équipes locales» d'éventuelles accusations de «faillite intentionnelle», avait expliqué le PDG. Les équipes locales sont composées de 300 collaborateurs, a précisé le service de presse du groupe.

(AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA



EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	MALI	TOGO
Date	16/05/2023	17/05/2023	19/05/2023
Instrument	BAT 91J - BAT 364J - OAT 3A	BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A	BAT 182J - OAT 3A - OAT 5A
Montant (en Mds de FCFA)	65	35	30
Taux d'intérêt	Multiples - Multiples - 5,50%	Multiples - 5,90% - 6,20%	Multiples - 6,00% - 6,25%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Abstenez-vous de vous lancer dans des spéculations douteuses : les astres refuseront de vous accorder une chance du tonnerre et vous risquez de perdre votre mise. Soyez mieux réfléchi et moins impatient ; préparez vos projets en profondeur, et ne vous laissez pas influencer par tous les avis divergents que l'on pourra vous soumettre.

Taureau Votre sens de l'opportunité, bien aiguisé par l'action de Mercure, vous permettra de compter sur une certaine chance financière. Mais prenez garde à ne pas sortir de la légalité, et sachez refuser les offres douteuses sur ce plan.

Gémeaux Jupiter, le maître de la chance et de la fortune, devrait en principe vous valoir une période très faste sur le plan financier. Malheureusement, il sera en même temps en aspect dysharmonique, ce qui risque de vous rendre excessivement imprudent. Vous devrez absolument contrôler les envies d'achats qui vous passeront par la tête, sans quoi vous basculerez dans le rouge et mettrez ensuite des semaines à retrouver l'équilibre.

Cancer Des gains inopinés semblent possibles, pourvu que vous ne tuiez pas la poule dans l'espoir d'avoir vite des oeufs d'or. N'ayez pas les yeux plus gros que le ventre ! L'avidité est rarement payante.

Lion Vos finances ne tourneront pas rond. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront bientôt et prendront une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez la fourmi plutôt que la cigale.

Vierge Vous devrez subir l'influence pesante de la Lune. Tâchez de bien gérer vos dépenses, d'autant qu'il y aura un risque de mauvaises surprises financières. Une somme sur laquelle vous comptiez pourrait être moins importante que prévue ou tarder à vous parvenir. Si vous envisagiez de faire un voyage, vous serez contraint de le remettre. Mais pour éviter d'aggraver votre situation, ce sera la seule solution !

Balance Jupiter vous offrira une occasion d'améliorer vos revenus. Votre équilibre budgétaire sera stable, et les circonstances seront propices à une décision financière rentable.

Scorpion D'excellents influx planétaires dans le secteur argent. Comptez surtout sur Jupiter, le maître de la chance. Ce sera le moment ou jamais de demander une prime quelconque, ou de revoir vos placements et vos investissements.

Sagittaire Pour les natifs du deuxième décan, leur sens des affaires, des transactions financières semblera quelque peu émoussé. Si vous êtes de ceux-là, ne forcez point votre talent, attendez quelques jours pour retrouver tout votre bagou.

Capricorne Faites attention à Mars. Cette planète a un grand défaut : il vous rend très dépensier. Il est vrai que vous savez en général gérer prudemment votre budget. Mais méfiez-vous, vous risquez cette fois d'être tenté par une folie que vous regretteriez ensuite amèrement. A vous, donc, de fuir les vitrines alléchantes !

Verseau Très bonne journée pour envisager de nouveaux modes de placements ou réfléchir au meilleur moyen de régler une affaire litigieuse. Vous réussirez à équilibrer votre budget ou à rétablir une situation financière précaire.

Poissons Sous l'impulsion de Mars, vous éprouverez une envie quasiment irrésistible de dépenser votre argent. Afin de prévenir une catastrophe, arrangez-vous pour vous mettre dans l'impossibilité de bourse délier : pas d'argent liquide sur vous, chéquiers et cartes de crédit mis sous clé, etc., ou tâchez d'acheter utile, même si cette idée vous fait frissonner d'horreur. Savez-vous que "les dissipateurs sont les frères de Satan", comme l'affirme le Coran ?

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



International Organization for Migration (IOM)
The UN Migration Agency



International Organization for Migration (IOM)
The UN Migration Agency

Ouvert aux candidats internes et externes

Titre du poste : Deux (2) Assistant (e)s Senior Projets
Lieu d'affectation : Lomé, Togo
Classification : General Service Staff, Grade G6
Type de contrat : SST Graded, six (6) mois avec possibilité d'extension.
Date de démarrage estimée : Dès que possible.
Date de clôture : 22 mai 2023

Créée en 1951, l'OIM est une organisation apparentée aux Nations Unies et, en tant que principale agence des Nations Unies dans le domaine de la migration, elle travaille en étroite collaboration avec des partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. L'OIM a pour mission de promouvoir une migration humaine et ordonnée dans l'intérêt de tous. Pour ce faire, elle fournit des services et des conseils aux gouvernements et aux migrants.

Contexte :

Sous la supervision générale de la Cheffe de Mission de l'OIM Ghana, Togo et Benin et la supervision directe du chargé de Programme au Togo, l'Assistant (e) Senior suivi & évaluation sera chargé(e) d'appuyer l'équipe programme dans la planification, le suivi, le rapportage, l'évaluation et l'apprentissage, la liaison et le développement des projets au Bureau de l'OIM Togo.

Fonctions principales / Responsabilités:

1. Appuyer la planification mensuelle des activités programmatiques du bureau.
2. Participer au suivi de la mise en œuvre des activités des projets et de réintégration sur le terrain
3. Contribuer à maintenir des partenariats stratégique et technique avec les entités gouvernementales pertinentes, les organisations de la société civile, les agences des Nations Unies ainsi que d'autres acteurs afin de promouvoir les activités de l'OIM en matière de réintégration.
4. Assister le chargé de programme en développant de nouveaux outils de suivi et évaluation quand approprié, en coordination étroite avec les unités de suivi et évaluation et gestion de l'information à Accra.
5. Participer au réunion des groupes de travail du Système de Nations Unies au Togo surtout dans le groupe suivi et évaluation
6. Appuyer la supervision des études, évaluations confiées aux consultants externes.
7. Assurer le suivi des indicateurs de performance conformément au planning d'exécution des projets.
8. Conduire des visites de suivi sur le terrain en fonction des besoins identifiés par le chargé de programme.
9. Conduire des travaux de recherche documentaire et/ou de terrain, basé sur des résultats, des conclusions et recommandations dégagées grâce aux activités de suivi et évaluation ;
10. Participer à la rédaction, et consolider, les rapports narratifs périodiques (trimestriels, annuels) et bilans aux bailleurs.
11. Contribuer à l'élaboration des proposals, en particulier : documenter les contextes et situations de référence (baselines).
12. Faire de visites de terrains pour évaluer le progrès et changements/ou résultats des projets
13. Réaliser toutes autres tâches confiées par les superviseurs.

Qualifications et expérience requises

Education

- Être titulaire d'une Licence (BAC+3) dans le domaine sciences sociales, statistiques, planification, économie ou dans tout autre domaine équivalent ou tout autre diplôme reconnu équivalent avec quatre (4) ans d'expérience professionnelle pertinente. Ou
- Avoir un diplôme/Certificat d'études secondaires avec six (6) ans d'expérience professionnelle pertinente.

Expérience

- Avoir une expérience dans la création et la mise en œuvre de partenariats avec les autorités gouvernementales et la société civile ;
- Avoir une expérience dans la collecte, le traitement et l'analyse des données statistiques avec KoboCollect, Excel, logiciels de cartographie ou autre logiciel pertinent de traitement et d'analyse de données.
- Avoir une expérience dans le suivi des indicateurs des projets.
- Avoir une bonne connaissance de la gestion de projets axée sur les résultats / gestion du cycle de projet.
- Avoir de fortes aptitudes démontrées en suivi-évaluation.
- Avoir une bonne connaissance des questions de migrations au Togo et en Afrique de l'Ouest.
- Avoir de bonne compétence en informatique, incluant la suite MS Office. Une connaissance des logiciels de traitement des données (SPSS, GIS...) serait un avantage.
- Avoir une bonne capacité de rédaction et bonnes compétences de révision.
- Avoir d'excellentes compétences organisationnelles, interpersonnelles et de communication.
- Une expérience avec le système des Nations Unies souhaitable.

Langages

Pour tous les candidats, la maîtrise du Français est requise (Oral et écrit).

La connaissance d'une ou plusieurs langues parlées au Togo est considérée comme un avantage.

Compétences requises

Valeurs :

Inclusion et respect de la diversité : Respecter et promouvoir les différences individuelles et culturelles. Encourager la diversité et l'inclusion.

Intégrité et transparence : Maintenir des normes éthiques élevées et agir d'une manière conforme aux principes/règles et normes de conduite de l'organisation.

Professionalisme : Démontrer sa capacité à travailler de manière posée, compétente et engagée et faire preuve d'un jugement prudent pour relever les défis quotidiens.

Courage : Démontrer sa volonté de prendre position sur des questions importantes.

Empathie : Faire preuve de compassion pour les autres, faire en sorte que les gens se sentent en sécurité, respectés et traités équitablement.

Compétences de base – indicateurs comportementaux niveau 1

Travail en équipe : Développer et favoriser une collaboration efficace au sein des unités et entre elles pour atteindre des objectifs communs et optimiser les résultats.

Fournir des résultats : Produire et fournir des résultats de qualité dans le respect du service et des délais. Est orienté vers l'action et déterminé à atteindre les résultats convenus.

Gestion et partage du savoir : Chercher continuellement à apprendre, à partager ses connaissances et à innover.

Responsabilité : S'approprier la réalisation des priorités de l'Organisation et assumer la responsabilité de ses propres actions et du travail délégué.

Communication : Encourager et contribuer à une communication claire et ouverte. Expliquer des sujets complexes de manière informative, inspirante et motivante.

Compétences managériales - Indicateurs comportementaux – Level 2

Leadership : Donner un sens clair de l'orientation, donner l'exemple et démontrer sa capacité à concrétiser la vision de l'Organisation. Aider les autres à réaliser et à développer leur leadership et leur potentiel professionnel.

Responsabiliser les autres : Créer un environnement favorable où le personnel peut donner le meilleur de lui-même et développer son potentiel.

Instaurer la confiance: Promotes shared values and creates an atmosphere of trust and honesty.

Réflexion et vision stratégiques : Travailler de manière stratégique pour atteindre les objectifs de l'Organisation et communiquer une orientation stratégique claire.

Humilité : Guider avec humilité et se montrer ouvert à la reconnaissance de ses propres défauts.

Autre :

Toute offre faite au candidat en relation avec le présent avis de vacance est soumise à la confirmation du financement.

La nomination sera soumise à la certification que le candidat est médicalement apte à la nomination et à la vérification de la résidence, du visa et des autorisations par le gouvernement concerné, le cas échéant.

Seuls les candidats résidant dans le pays du lieu d'affectation ou dans un pays voisin situé à proximité du lieu d'affectation seront pris en considération. Dans tous les cas, une condition préalable à l'entrée en fonction est la résidence légale dans le pays du lieu d'affectation, ou dans le pays voisin situé à une distance de navette, et le permis de travail, le cas échéant.

Comment postuler :

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cet avis de vacance sont prié(e)s d'envoyer leur CV et leur lettre de motivation à l'adresse électronique : Togovacancies@iom.int en indiquant dans l'objet du courriel le titre : « Recrutement pour le poste d'Assistant Senior Suivi & Evaluation (G6) _Nom et Prénom » au plus tard le 22 mai 2023 à 17h30.

Seules les candidatures présélectionnées seront contactées.

Période de publication :

Du 09.05.2023 au 22.05.2023

Pas de frais :

L'OIM n'exige aucun frais à aucune étape de son processus de recrutement (candidature, entretien, traitement, formation ou autre). L'OIM ne demande aucune information relative aux comptes bancaires.

Conseil municipal

La commune Kloto 3 passe au peigne fin l'étude du compte administratif 2022

La commune Kloto 3 a ouvert la 2ème session ordinaire du conseil municipal consacrée à l'adoption du compte administratif 2022, le lundi 15 mai à Kouma-Konda à 12 km au nord-ouest de Kpalimé.

Cet exercice répond aux dispositions de l'article 18 de la loi sur la décentralisation. Il stipule que : « les élus locaux ont le devoir de rendre compte périodiquement à leurs électeurs de la gestion administrative et financière de la collectivité territoriale ». Les travaux seront consacrés, entre autres, à l'étude et l'adoption du compte administratif exercice 2022 ; la situation financière au 30 avril 2023 ; le rapport d'activités du 1er trimestre des commissions permanentes et le compte rendu des missions effectuées par les conseillers et le personnel. Le budget primitif en recettes et en dépenses à la somme de 81.365.692 FCFA a subi au cours de l'année des modifications. Ces modifications retracées dans un budget supplémentaire, ont ramené le budget primitif exécuté en 2022 à un total de 102.300.191 FCFA. Ainsi au cours de l'année 2022, la commune a collecté des recettes qui s'élèvent à 36.761.547 FCFA soit 86,72% des prévisions. A cela s'ajoute le résultat de l'année 2021 qui s'élève à 1.456.000 FCFA. Au titre



des dépenses, la commune a effectué des dépenses totales de 34.487.112 FCFA soit 35% des prévisions. Elle a reçu de l'Etat au cours de l'année, une subvention provenant du Fonds d'Appui aux Collectivités Locales (FACT) d'un montant total de 35.466.480 FCFA. Le maire de Kloto 3, Amuaku Kossi Mawuli a fait cas des projets à exécuter au cours de l'année 2023, notamment l'adduction d'eau potable ou la réfection du système d'adduction d'eau potable d'Agomé-Tomégbé, expliquant qu'au cours de la même année, ANADEB fera un forage à Kuma-Apoti. Le maire a également rappelé le financement obtenu de la Fondation Frères du Sud pour revoir le système d'adduction d'eau potable de Kuma-Bala qui servira à alimenter les localités de Bala,

Apoti et Apéyéme. M. Amuaku a rassuré que, les projets d'investissement au profit de la population, commencé depuis 2022, vont se poursuivre jusqu'en 2023. Ces projets dit-il, concerne l'adduction d'eau. Le maire a rappelé « les réalisations faites par ANADEB en 2022 à travers l'installation d'une pompe hybride solaire et électrique avec support poly tank de 10.000 m3 ». Il a expliqué que le problème dans la commune est celui de l'eau. « Presque tous les villages ont des problèmes d'eau potable » précise-t-il. Il promet continuer en 2023 dans la même lancée à travers les projets dont il a fait cas et s'engage à les poursuivre en 2024 pour voir comment rendre potable l'eau qui alimente le village d'Agomé-Yo.

Avec ATOP/AYH/SED

Man United

Cinq joueurs poussés vers la sortie

Manchester United prépare la prochaine saison. Alors que les Red Devils ne sont pas encore assurés de disputer la Ligue des champions l'an prochain, la direction manchesterienne s'active en coulisses pour le mercato estival. Du point de vue des arrivées évidemment, mais également des départs.

Si aucune sortie de grande envergure ne devrait avoir lieu, plusieurs joueurs moins influents au sein de l'effectif pourraient plier bagages. Selon les informations de Manchester Evening News, cinq joueurs sont sur la sellette. Phil Jones et Axel Tuanzebe devraient faire partie des éléments libérés cet été. Deux hommes qui ont très



peu joué avec United cette saison. Le milieu de terrain Ethan Galbraith, actuellement prêté à Salford (League Two, 4e division anglaise), a été informé qu'il serait aussi

sur le marché à la fin de son contrat. Ondrej Mastny et Charlie Wellens sont également susceptibles de quitter le club.

Avec footmercato.net

Gestion des ordures

Les enfants du Grand Lomé mis à contribution

L'hôtel du District autonome du Grand Lomé (DAGL) a accueilli, samedi 13 mai 2023, une exposition d'œuvres d'art réalisées par 80 enfants et adolescents venus des Communes Golfe 1 et Agoè-Nyivé 4.

Formés à la récupération des ordures et à leur transformation en des œuvres d'art, les 80 enfants ont affiché des tableaux et peintures "attractives" et "expressives" qu'ils ont réalisés et qui serviront de souvenir de leur contribution à la protection de l'environnement et la salubrité sur le territoire du Grand Lomé. C'est une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet environnement urbain de Lomé (PEUL III), soutenue par l'Agence française de développement (AFD) grâce au "Fonds Métis". « A travers cette initiative, nous voulons permettre aux enfants d'adhérer au projet de citoyenneté sur les questions de salubrité. Ces derniers temps, les grandes villes sont confrontées à un défi majeur qui est celui de la gestion des déchets, c'est un défi économique et environnemental. Et le grand



Lomé qui fait déjà plus de 2 millions d'habitants, n'est pas épargné. C'est pourquoi, nous avons opté pour cette nouvelle piste de solution. Nous avons pensé qu'il fallait valoriser les déchets et cette initiative prend forme dans plusieurs capitales », a indiqué Mme Zolika Bouabdallah, Directrice de l'AFD-Togo. Ce projet piloté par le District autonome du Grand Lomé (DAGL), va s'étendre à d'autres programmes du genre dans les jours à venir. «

Les défis environnementaux exigent de tous, des idées et actions réfléchies et concertées », a indiqué MAKAGNI-AMELETE Bossa, représentant du secrétaire général par intérim du DAGL. Il faut rappeler que les participants aux ateliers ont été formés pendant plusieurs semaines par des artistes plasticiens de renom à l'instar de Yao Bobby et Tesprit.

©AfreePress

Bundesliga

Sadio Mané ne veut plus jouer au Bayern Munich

Décevant depuis son arrivée au Bayern Munich, Sadio Mané n'entre plus vraiment dans les plans du club allemand. Prêt à se battre pour sa place, le Sénégalais a pris une décision importante pour son avenir.

Une erreur de casting. Voici comment certains médias allemands qualifient le recrutement de Sadio Mané par le Bayern Munich. Pourtant, tout était réuni pour que le mariage fonctionne entre le géant bavarois et le Sénégalais étincelant sous le maillot de Liverpool. Prêt à relever un nouveau challenge après avoir réussi à conquérir l'Angleterre, l'attaquant avait été choisi par la direction munichoise pour mener le nouveau projet suite au départ de Robert Lewandowski. Après de bons débuts, cela s'est gâté. Sadio Mané a été blessé et a manqué la Coupe du Monde et une bonne partie des matches du Bayern Munich. Julian Nagelsmann l'a moins utilisé à son retour.

Malgré l'arrivée de Thomas Tuchel, la donne n'a pas vraiment changé pour lui. Remplaçant dans l'esprit de TT, l'ancien de Liverpool n'a pas réussi à retrouver une place de titulaire. Et pour ne rien arranger, il a frappé Leroy Sané dans les vestiaires après la défaite face à Manchester City en Champions League à l'Etihad Stadium.

Un divorce avec le Bayern Munich cet été

Mané n'avait pas apprécié la façon dont son coéquipier lui avait parlé sur le terrain. Et si les deux joueurs, séparés par leurs coéquipiers, ont présenté leurs excuses, le Sénégalais a été suspendu un match par son club. Il a aussi écopé

d'une amende de plus de 300 000 euros. Malgré le discours de Tuchel qui affirmait avoir confiance en lui en public, le technicien allemand, qui n'est pas un grand fan du joueur, a ouvert la porte à son départ en coulisses. Rapidement, les médias anglais ont évoqué un possible retour à Liverpool. Mais le Sénégalais a immédiatement exclu cela. Par la suite, Bild a révélé que Chelsea et Naples, qui voit en lui le possible successeur de Victor Osimhen, étaient aussi tentés. Malgré cela, la position du joueur avait été toujours été plus ou moins la même. En effet, il souhaitait continuer au Bayern Munich et s'y imposer. Mais la tendance est en train de s'inverser.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Produits échangés		preparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...		primaires	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...